



Inspection générale de la sécurité sociale

Réforme du système de pension

Luxembourg, le 2 février 2012



Comité de coordination tripartite avril 2006

- assurer la **viabilité à long terme** des régimes de pension
- adapter le système de pensions aux évolutions liées aux changements dans le **déroulement des carrières professionnelles**, au vieillissement démographique et à son impact sur la durée du temps de travail de la vie active



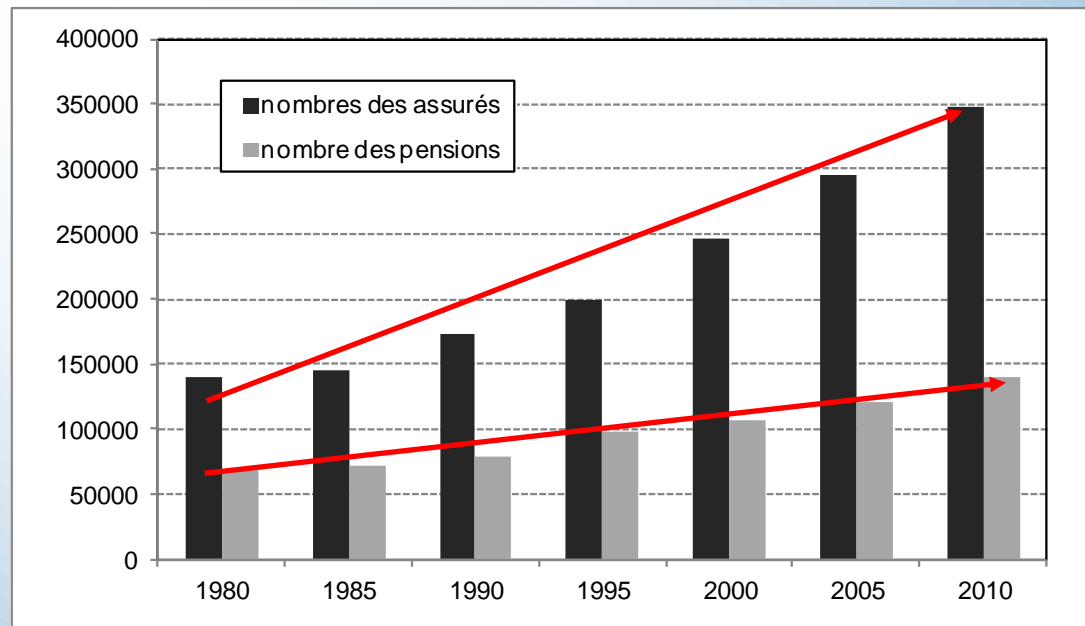
Caractéristiques

- **population protégée** : assurance obligatoire, exercice d'une occupation professionnelle rémunérée
- **risques couverts** : invalidité, vieillesse, survie
- **financement** : **taux de cotisation de 24%** (assuré, employeur et Etat), répartition des charges par périodes de 7 ans, réserve de compensation supérieure à 1,5 fois le montant annuel des prestations
- **niveau des prestations** :

	taux de remplacement	patrimoine de pension
Belgique	42	6,8
France	49	9,3
Allemagne	42	7,7
Luxembourg	87	21,1



Evolution du nombre des assurés et des pensions



nombre des assurés : + 150%
nombre des pensions : + 100%



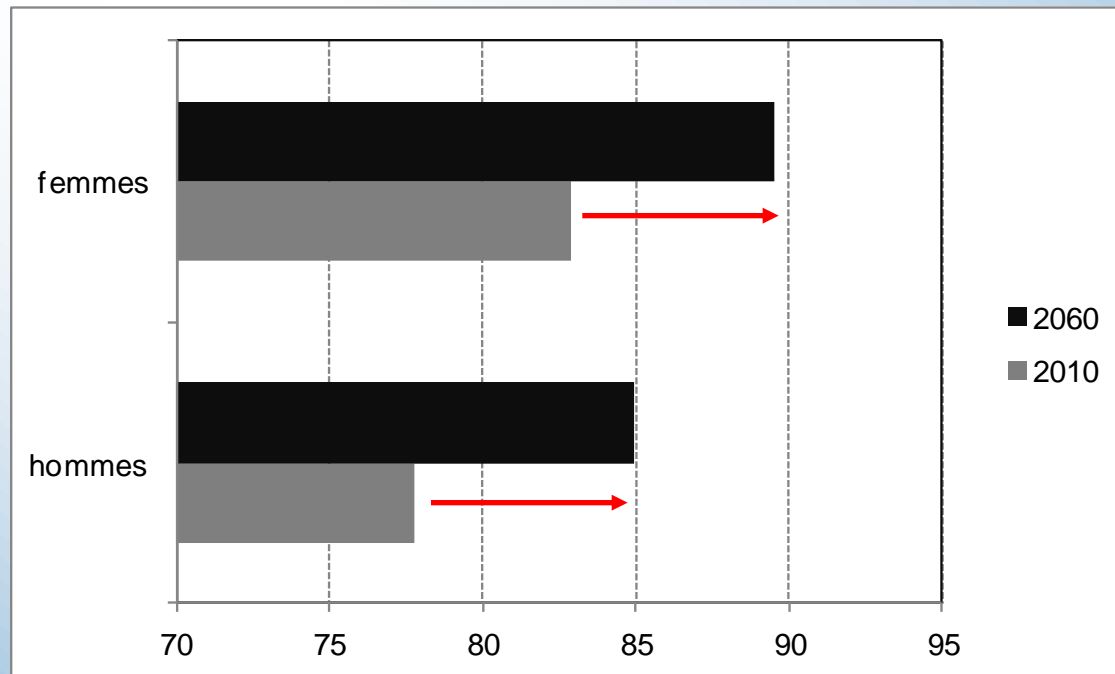
Situation financière actuelle du régime général

	coefficient de charge (1)	prime de répartition pure (2)	niveau relatif de la réserve (3)
1980	48,6	22,8	2,0
1985	49,7	22,6	2,2
1990	47,0	22,7	2,6
1995	48,1	23,9	2,4
2000	43,2	20,8	2,9
2005	40,5	21,0	3,1
2010	39,9	20,8	3,8

- 1) nombre de pensions pour 100 assurés actifs
- 2) dépenses sur salaires des assurés
- 3) relation entre la réserve et les dépenses annuelles



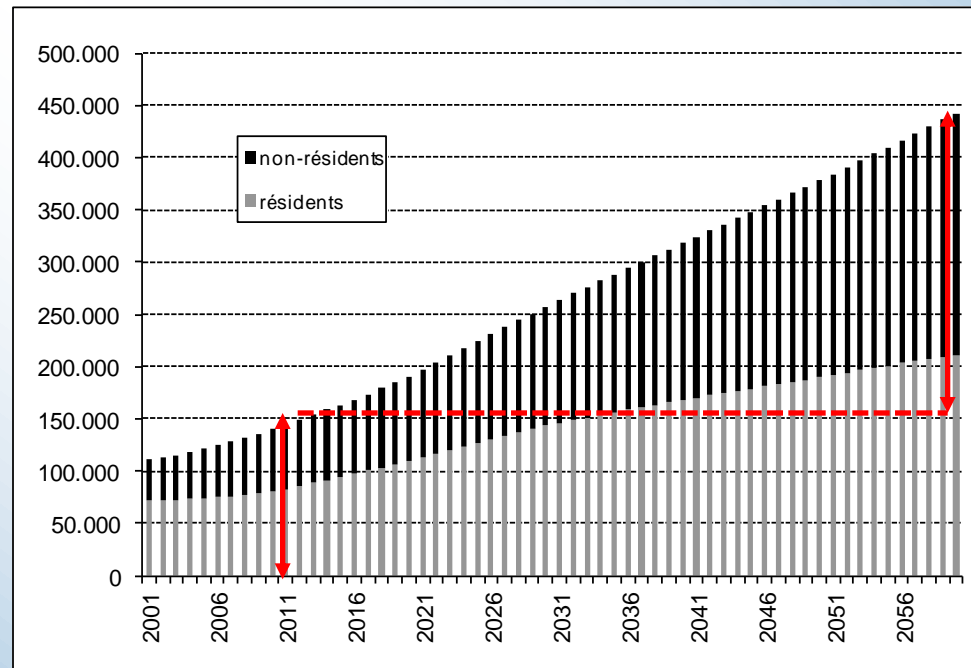
Développement futur de l'espérance de vie à 60 ans



> 5 années jusqu'en 2060



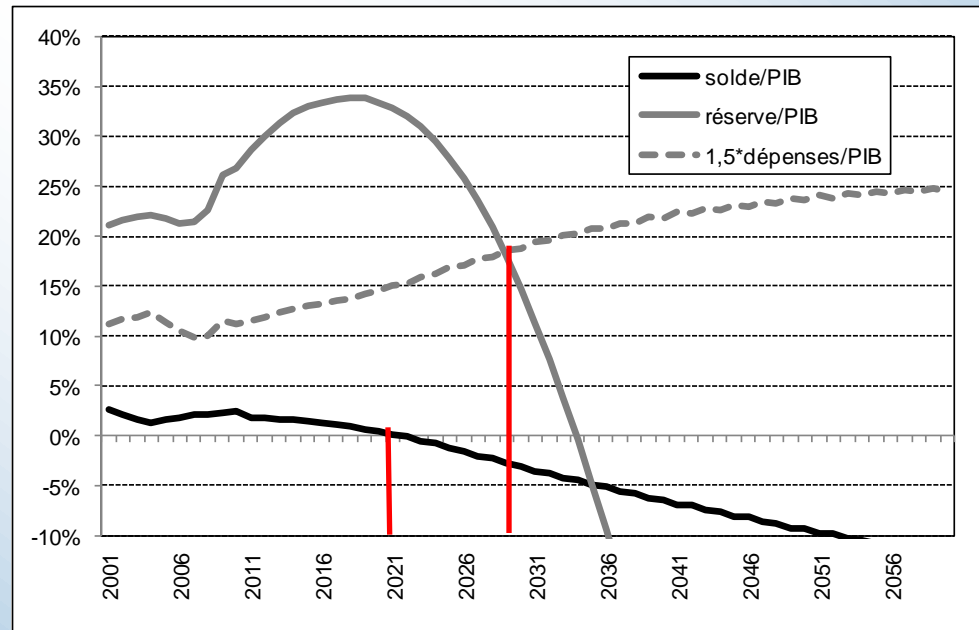
Développement futur du nombre de pensions



nombre de pensions triplé vers 2060



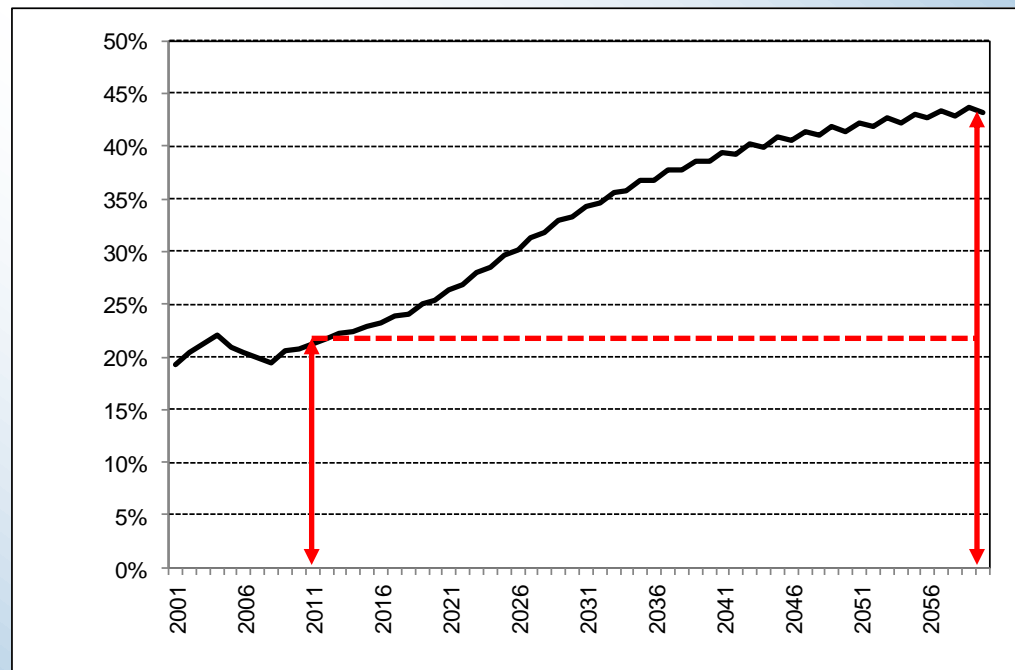
Développement futur de la réserve (en % du PIB)



déficit vers 2020
réserve < 1,5 dépenses vers 2030



Développement futur du taux de cotisation



**taux de cotisation dépassant les 40% en 2045
(croissance de l'emploi de 1,5%)**



Principes directeurs de la réforme

- relier la durée de la vie active à la **longévité**
- assurer l'**équité** entre les revenus disponibles des actifs et pensionnés
- garantir un niveau de **pension adéquat**
- **éviter la pauvreté** des bénéficiaires de pension
- pourvoir une **gouvernance appropriée** et performante



La réforme confirme :

- le **système par répartition** pure avec réserve de compensation
- le **financement tripartite et paritaire** (assurés, employeurs, Etat)
- l'**âge légal** de la retraite à **65** ans
- la **pension anticipée** à **57** ans et à **60** ans
- les régimes de **préretraite**
- les **périodes complémentaires** (éducation, formation, soins, ...)

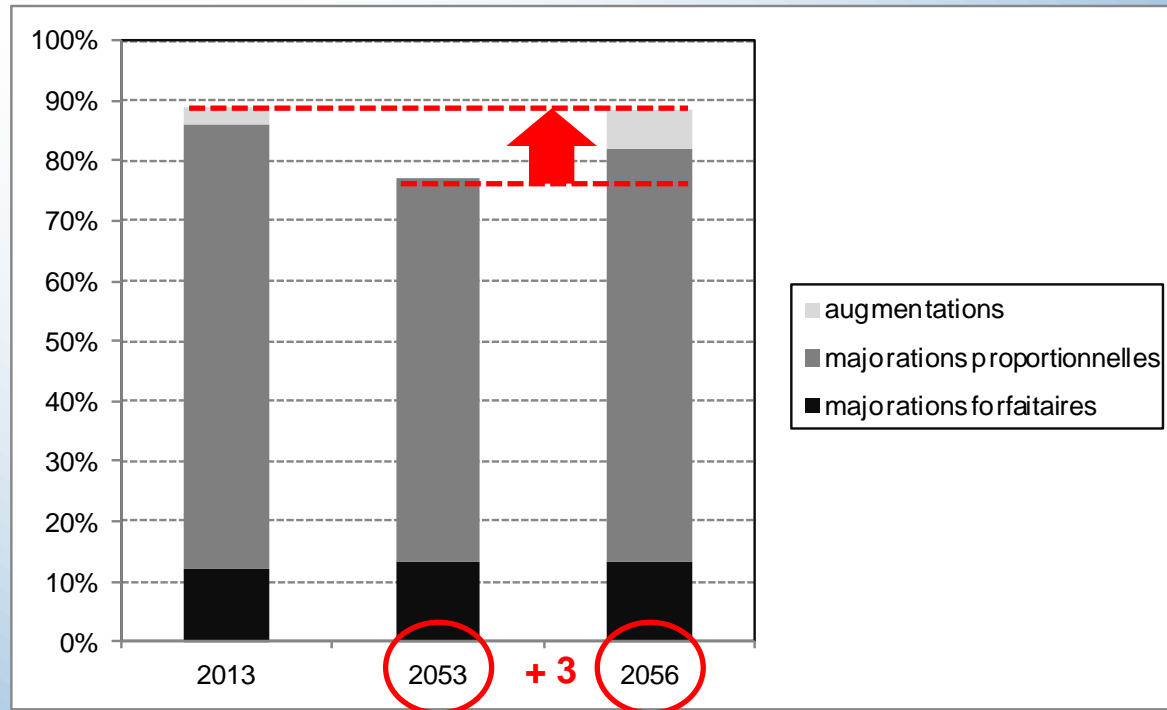


Formule de pension (1)

année du début du droit à la pension	majorations forfaitaires	majorations proportionnelles	augmentation des majorations proportionnelles	
	taux (%)	taux (%)	seuil	augmentation
avant 2013	23,500	1,850	93	0,010
2020	24,000	1,800	94	0,013
2030	24,630	1,738	96	0,017
2040	25,250	1,675	97	0,021
2050	25,880	1,613	99	0,025
après 2052	26,000	1,600	100	0,025

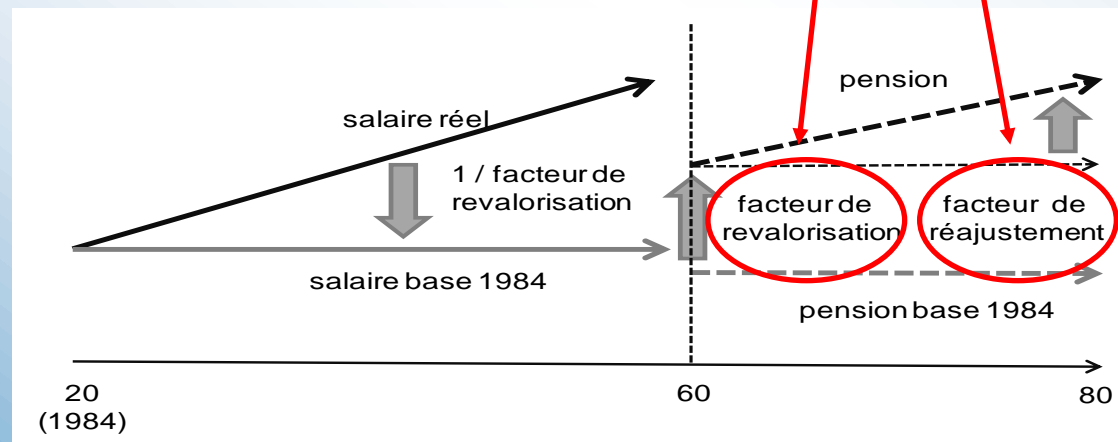
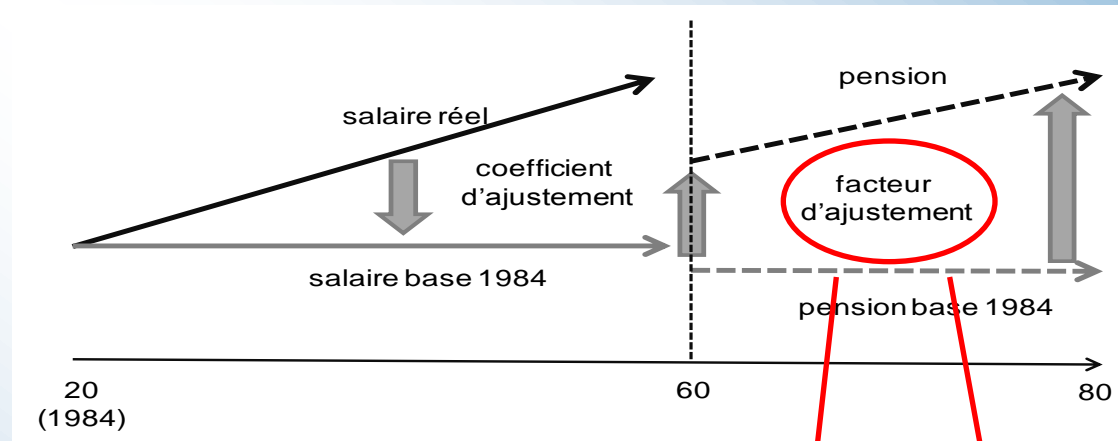


Formule de pension (2)





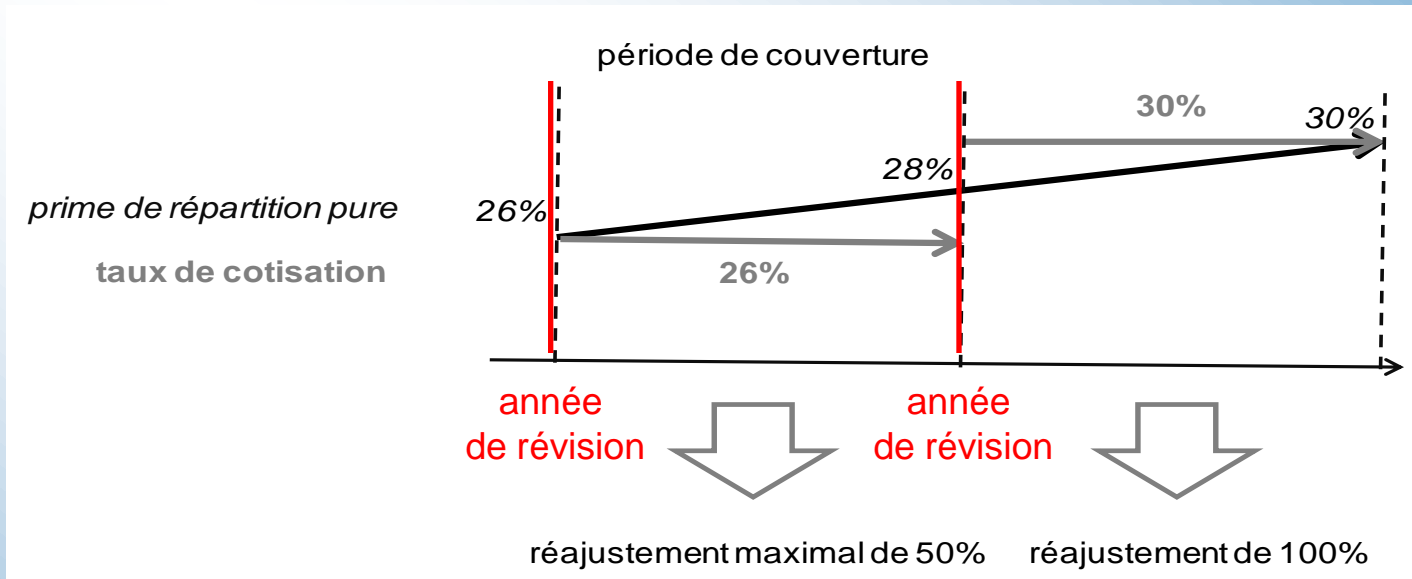
Base de calcul



**facteur de revalorisation toujours
en ligne avec l'évolution des salaires**



Mécanisme de durabilité

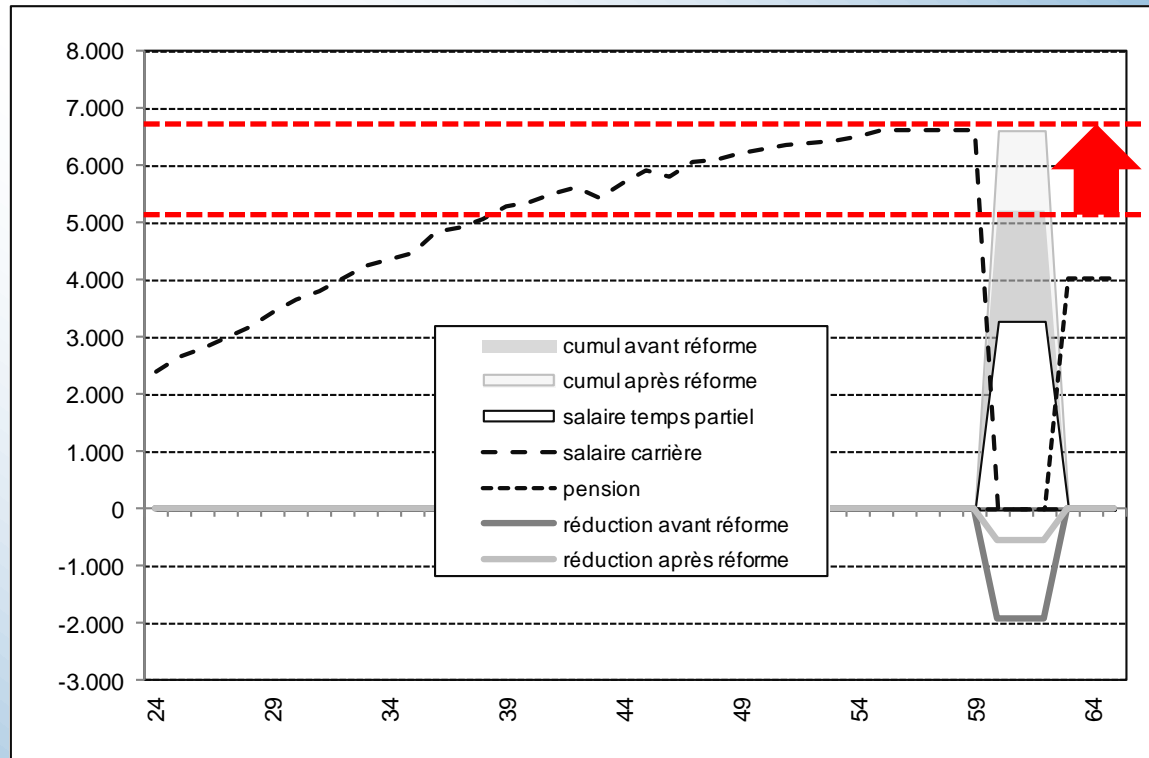


décision du gouvernement :

- réajustements entiers à couvrir par des augmentations de cotisations
- réduction du réajustement



Pension anticipée partielle



sans perte de revenu si travail à temps partiel



Développement des droits personnels

- **assurance volontaire : cotisations minimales réduites** de +/-300 euros/mois actuellement à +/-100 euros/mois
- *groupe de travail* concernant un régime futur d'*individualisation* en matière de pensions
- *étude* sur un *régime complémentaire* en faveur de salariés qui ne bénéficient pas encore d'un tel avantage de la part de leur employeur



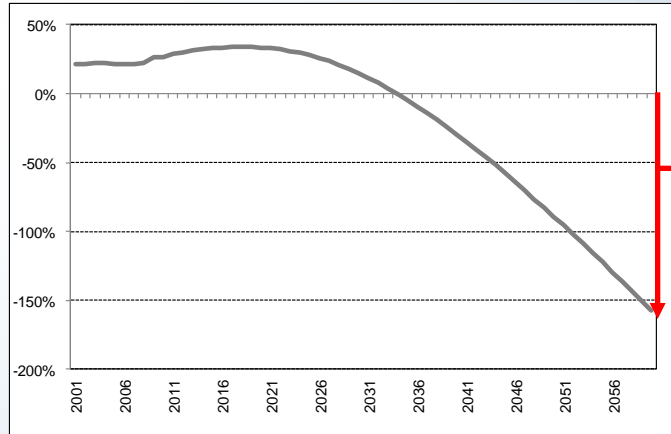
Mesures en matière de **politique des âges**

- cadre légal en vue de l'élaboration d'un plan de gestion des âges
- centre pour l'analyse et la promotion des conditions de travail
- possibilité d'un stage en entreprise pour les demandeurs d'emploi âgés
- possibilité de réduire le temps de travail des travailleurs âgés
- promotion du travail à temps partiel des salariés âgés
- assouplissements en matière de préretraite progressive
- système de pension anticipée partielle

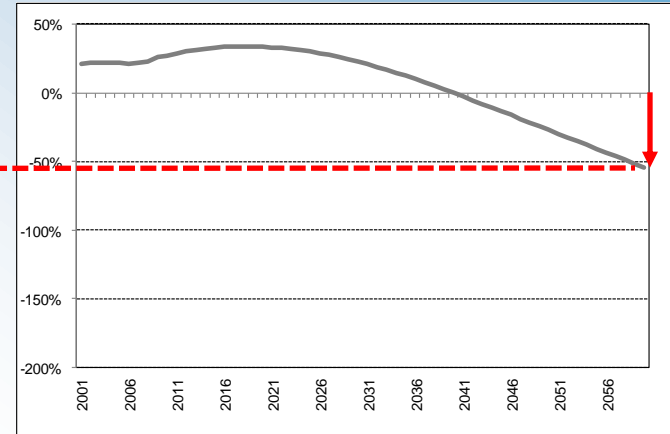


Impact financier de la réforme

législation constante

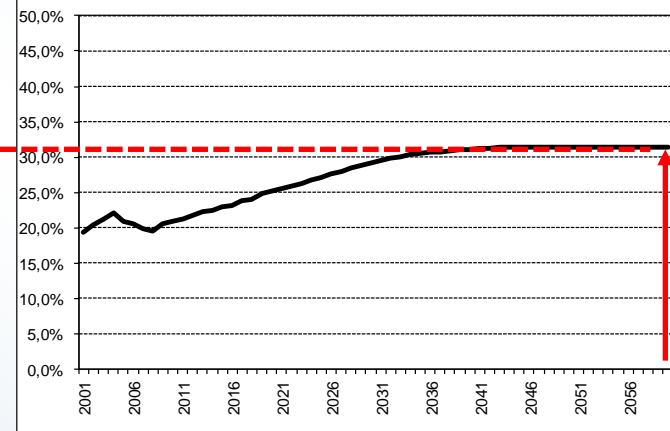
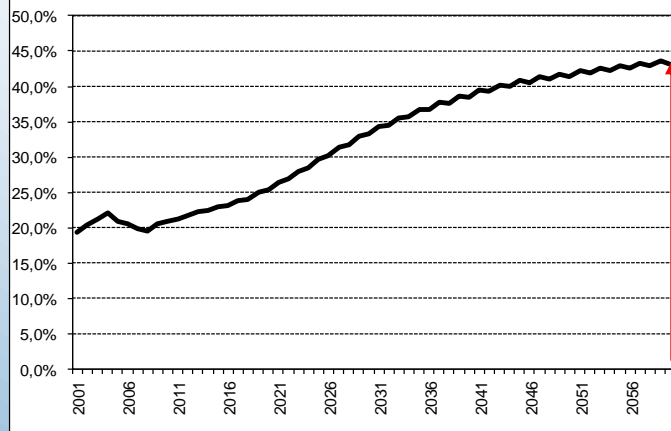


scénario de réforme



déficit cumulé à
taux constant
(en % du PIB)

taux de
cotisation



**réduction de 2/3 des coûts futurs du
système de pension**



Merci pour votre attention